Le drainage au moyen des tuyaux est certainement excellent ; mais celui en pierres ne l'est pas moins, et les quatre mille piastres produiraient sans doute de meilleurs résultats si elles étaient distribuées directement aux cultivateurs qui font de l'assainissement au moyen des canaux souterrains. Dans ce cas-ci ce ne sont pas précisément les manufacturiers que l'on doit encourager, mais le draineur lui-même. Que l'on prenne les moyens les plus propres à assurer le meilleur emploi de l'aide que l'on voudra bien distribuer, nous n'y voyons que des avantages ; mais que, par crainte des abus, on favorise directement les manufactures de tuyaux de drainage, c'est certainement manquer le but.

Cette réserve étant faite, nous espérons ardemment que notre Législature voudra bien satisfaire à cette juste demande du Conseil. Augmenter la force de production du sol, améliorer par cela même la situation du cultivateur, est un noble but et le Gouvernement qui prendra les moyens d'y atteindre, méritera la reconnaissance de toute la population. Nous serions le premier à célébrer les louanges de ce bienfaiteur public, quelque soit du reste sa couleur politique.

La seconde résolution dont nous voulions entretenir nos lecteurs a pour objet les journaux agricoles. Elle a été proposée par M. L. Beaubien secondé par M. J. DeBiois, et est ainsi conçue :

“ Que le secrétaire reçoive instruction de se mettre en rapport avec l'Hon. Ministre de l'Agriculture, pour s'informer si son département voudrait bien se charger, et à quelles conditions, de publier un journal agricole illustré hebdomadaire à 7000 exemplaires, 8 pages in quarto, et combien par mille exemplaires additionnels. Adopte. ”

Si nous comprenons bien la teneur de cette résolution, le conseil aurait donc l'intention de créer un nouveau journal d'agriculture. Il oublie donc qu'il y a déjà trois publications de ce genre dans la Province de Québec. De ce nombre, une a jusqu'à ce jour reçu le patronage du Conseil, les deux autres ont été laissées à leurs propres forces. La première a-t-elle été plus intéressante que ces dernières ? a-t-elle eu un meilleur enseignement ? s'est-elle dévouée plus franchement à la cause agricole ? Tout lecteur impartial répondra négativement. Ne devons nous pas craindre le même sort pour le journal dont on projette la formation ?

La classe à laquelle s'adresse le journalisme agricole lit plus qu'autrefois, il est vrai ; mais ne lit pas autant que les classes plus fortunées. Le propriétaire d'une publication agricole fait peu de profits, que disons-nous, il rassemble à peine les deux bouts à la fin de l'année, et il a besoin d'une forte dose de courage et de dévouement pour se soutenir. Sans rien dire de trop, nous pouvons avancer que la publication d'un journal d'agriculture est une œuvre plus patriotique qu'aucune autre. L'homme qui s'y dévoue sait d'avance quel sort l'attend ; mais il espère dans l'avenir et dans l'excellence de la cause qu'il défend.

Ce dévouement devrait commander la sympathie de tous nos hommes d'Etat. Cependant tel n'est pas le cas. Non-seulement on nous refuse cette sympathie qui nous aiderait à supporter la gêne et poursuivre notre marche ; mais encore on nous entrave par les plus mesquines jalousies.

La *Gazette des Campagnes* a déjà donné des preuves assez convaincantes de son patriotisme ; son dévouement est connu et en disant cela nous ne sommes que l'écho de l'opinion publique. Le Conseil ne devrait-il pas l'aider de son influence et même de ses deniers ? Elle a quelquefois différé d'opinion avec lui ; elle a cru dans certaines circonstances adopter d'autres moyens de servir la cause agricole. Le Conseil devrait-il lui en garder rancune ? Si les moyens

adoptés sont différents, le patriotisme est le même.

Le Conseil a peut-être le désir de monopoliser le dévouement et de se créer un organe qui l'approuvât dans toutes ses actions. Si une telle chose arrivait, ce serait déplorable et les vrais intérêts du cultivateur seraient bien des fois sacrifiés, même avec les meilleures intentions possibles.

Maintenant qu'il nous soit permis d'émettre une opinion. Le *Journal d'Agriculture*, la *Semaine Agricole* et la *Gazette des Campagnes* peuvent tous trois faire un bien immense si on leur en donne les moyens. Chacune de ces publications représentent les intérêts de leurs localités respectives. Ces localités ont toutes un droit égal dans le partage des deniers publics et ne doivent pas en être frustrées. Les cultivateurs du bas du fleuve ne sont pas des parias ; ils font partie de la famille canadienne et comme tels ils peuvent exiger que l'on compte avec eux. Ce n'est pas, nous l'avouons, l'habitude de nos hommes d'Etat de satisfaire aux justes demandes de notre localité, la formation du Conseil d'Agriculture en est la preuve. Mais il est temps encore d'adopter une meilleure ligne de conduite et de faire oublier l'espèce d'ottracisme dont nous avons été victime. Que nos amis se mettent à l'œuvre, qu'ils travaillent ardemment à notre cause qui est aussi la leur et ils réussiront.

La *Semaine* dont St. Hyacinthe est le centre et qui a pour organe le *Journal d'Agriculture*, et celle de Montréal représentée par la *Semaine Agricole* ont les mêmes droits que nous ; mais pas plus que nous.

Que le département de l'agriculture au lieu de satisfaire complètement à la demande du Conseil lui octroie une certaine somme pour aider les publications agricoles déjà existantes et le résultat sera certainement meilleur. Dans ce cas nous voudrions que la somme fut partagée également. Comme l'on voit l'égoïsme n'entre pas dans notre calcul, nous ne demandons qu'une part. D'autres avant nous ont demandé plus et ils l'ont obtenu ; mais cette conduite n'est pas assez noble pour que nous ayons le désir de l'adopter.

On peut y mettre certaines conditions, afin d'assurer le bon emploi de l'octroi ; mais qu'on laisse à chacun la liberté de choisir les moyens les plus propres à servir la classe des cultivateurs. Les publications agricoles ne sont pas des journaux politiques et les questions qui ne touchent pas aux intérêts de l'agriculture ne sont pas de leur ressort ; le gouvernement n'a donc rien à craindre de ce côté. Elles pourront même aider le Conseil de leurs avis, les améliorations marcheront sans doute avec plus de rapidité et l'argent public aura un meilleur emploi qu'il n'a eu jusqu'à présent.

Des industries dans leur rapport avec l'agriculture

Notre agriculture nationale est en souffrance ! Qui en doute ? Personne. — Tout le monde reconnaît que notre sol pourrait produire des récoltes plus abondantes et nourrir un plus grand nombre d'individus. Le Canada couvre une étendue considérable de terrain, son climat est favorable à la plupart des plantes cultivées, et cependant la population est clair-semée ; l'émigration prend depuis quelques années des proportions effrayantes. Toutes les semaines, plusieurs personnes laissent le pays pour aller gagner sur la terre étrangère le pain que leur refuse le sol qui les a vus naître.

Le dernier recensement nous a démontrés à quel degré s'est effectuée cette émigration incessante. Dans l'espace de dix ans, la population de la Province de Québec ne s'est augmentée que de 80,000 âmes. Dans certains comtés, elle est même plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1861. Nos gouvernements voient la chose, la déplorent, et ne peuvent